



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE COMMUN

Ivry, le 27 septembre 2013

### **PROJET DE LOI DE FINANCE 2014 : AUSTERITE SAISON 6 !**

Le projet de loi de finance du gouvernement entérine une sixième année d'austérité. Certes, le budget de la Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur est en légère hausse de 0,5% par rapport à 2013, mais en tenant compte de l'inflation prévue pour cette année (soit 0,9% d'après le gouvernement), **c'est en réalité une baisse du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche qui s'annonce !**

C'est un nouveau coup dur pour les établissements qui ont déjà subit une baisse de 4,5% de leurs moyens de fonctionnement en 2013.

**Les problèmes budgétaires récurrents des universités**, notamment la non-prise en compte du glissement – vieillesse – technicité (GVT), contre laquelle le **SNPTES-UNSA** et **Sup'Recherche-UNSA** se sont régulièrement élevés, **amènent les établissements à geler des emplois dans des proportions préoccupantes**, réduisant ainsi l'effet d'aubaine de la création des 1000 emplois supplémentaires annoncés par le ministère. Cela revient, « au mieux » à une stagnation des emplois, au pire à une baisse massive des emplois dans certaines universités ! De la RGPP décentralisée sous couvert d'autonomie !

Le **SNPTES-UNSA** et **Sup'Recherche-UNSA** rappellent que, sans augmentation raisonnée du plafond d'emplois et de la masse salariale, les établissements passés aux RCE ne pourront pas tenir les objectifs fixés par le ministère et auront, une fois de plus, du mal à garder leur budget 2014 en équilibre. **Cette tendance à recourir au gel des emplois comme variable d'ajustement pour dégager des marges de manœuvre financières conduit in fine à compromettre la mission de service public d'Enseignement supérieur et de Recherche en pénalisant, notamment, l'accompagnement des étudiants et donc la réussite étudiante.**

La baisse prévue de 1% des programmes de recherche va à l'encontre des discours politiques et des attentes de la communauté, et fragilise encore davantage les organismes de recherche. Le **SNPTES-UNSA** et **Sup'Recherche-UNSA demandent la neutralisation du Crédit Impôt Recherche**, en augmentation constante depuis sa création mais sans réelle efficacité, comme le démontre toutes les études parues. **Cela permettrait de financer**, entre autres :



- **les 60 millions d'euros du GVT** demandés par les établissements d'enseignement supérieur,
- **la résorption de la précarité** dans les organismes de recherche,
- **des mesures catégorielles pour les personnels, soumis à l'austérité** salariale par l'Etat depuis 2010.

Enfin, le recours continu aux financements par projets (type investissements d'avenir), dénoncé massivement par la communauté scientifique dans le cadre des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, même comptabilisés hors budget, ne peut masquer les problèmes récurrents auxquels sont soumis les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Dans cette période de fortes contraintes budgétaires, si la réduction du chômage reste la principale priorité du gouvernement et la jeunesse le leitmotiv présidentiel, alors **le projet de budget 2014 paraît bien loin du compte !**

**Le SNPTES-UNSA et Sup'Recherche-UNSA ne peuvent qu'exprimer leur déception et leur incompréhension.**

**Contact (s) :**

**SNPTES-UNSA** : Secrétaire général Laurent DIEZ – [laurent.diez@snptes.org](mailto:laurent.diez@snptes.org) – 06 10 07 39 14

**Sup'Recherche-UNSA** : Stéphane LEYMARIE, Secrétaire Général adjoint, [stephane.leymarie@univ-lorraine.fr](mailto:stephane.leymarie@univ-lorraine.fr) – 06 14 40 39 76

**Sup'Recherche-UNSA**

87 Bis, Avenue Georges Gosnat 94853 IVRY-SUR-SEINE Cedex  
Tél : 01 58 46 86

[www.sup-recherche.org](http://www.sup-recherche.org)    [sup-r@unsa-education.org](mailto:sup-r@unsa-education.org)